

Réponse aux gestionnaires de Kéolis et de LMCU à propos des RFID

Les banques, les portables et Facebook, on les détruirait avec joie. Mais maintenant, parlons plutôt des RFID.

En plus d'un moyen de faire les choux gras des actionnaires de Kéolis, nous voyons dans les cartes à puce RFID une énième fuite en avant technologique visant à administrer le désastre engendré par la ville industrielle : sa centralisation du travail et du logement, ses hyper temples dédiés à la consommation de produits fabriqués à l'autre bout du monde, ses transports collectifs et individuels qui n'ont d'autre but que de contracter les distances entre habitat, travail et consommation... Cette vi(ll)e-là, nous n'en voulons pas.

Nous ne redirons pas notre opposition au contrôle et à la gestion des populations, à l'automatisation de nos vies. Mais à celles et ceux qui ne voient pas de « risque majeur » au puçage du cheptel humain, nous leur répondons que nous, n'y voyons pas « d'avantage



majeur ». Passer du métro au train ou au bus n'a jamais été un problème qui justifie une telle gestion de nos comportements. **Vidéo-surveillance, contrôleurs, flics, militaires, agents de médiation et puces RFID nous pompent l'air.** Nous les considérons comme une guerre faite aux pauvres.

Nous ne nous satisfaisons pas des précautions invoquées par Éric Quiquet qui en appelle au secours de la CNIL pour faire passer son projet de puces RFID. Nous ne voyons dans la Commission Nationale

Informatique et Libertés qu'un épouvantail de plus au service des techno-flics. Rappelons que c'est avec le concours de son directeur UMP Alex Türk que la CNIL a perdu tout pouvoir contraignant depuis la loi Informatique et Libertés de 2004. Ses « avis » vaguement alarmés n'ont d'autre effet que de rendre acceptable l'inacceptable. Nous n'apportons aucun crédit à la CNIL pour stopper l'intrusion des technologies de l'information dans nos vies sociales et privées.

Dire que l'anonymat sera respecté, que les informations ne serviront que les gestionnaires de Transpole n'est pas crédible. Avec son Contrat Local de Sécurité, la ville de Lille met tous les mois autour d'une même table Transpole, flics, bailleurs sociaux, préfecture, Education Nationale, clubs de prévention... Ces orgies d'information permettent déjà de dessiner les profils de ce qu'ils appellent « délinquants ».



L'oeil froid du contrôle social s'abat déjà sur nous, donnons-nous les moyens de le fuir.

Nous luttons pour que notre liberté de se déplacer et de vivre ne soit conditionnée ni par les flics, ni par les marchands. A ce titre, nous apportons notre **soutien inconditionnel à tous les fraudeurs et fraudeuses des transports en commun**, notamment à celles et ceux qui s'organisent en mutuelles pour fuir la criminalisation et le « délit de fraude d'habitude ». Aussi, nous soutenons les initiatives qui vont vers la gratuité des transports en commun et leur municipalisation.